Les derniers fils de chefs de canton au Sénégal : « Nous étions des sujets, nous sommes devenus des compléments d'objet direct »

*The Last Sons of Canton Chiefs in Senegal: We Were Subjects, we Became Direct
Objects*

Juliette Ruaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/26045>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.26045

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 571-595

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Juliette Ruaud, « Les derniers fils de chefs de canton au Sénégal : « Nous étions des sujets, nous sommes devenus des compléments d'objet direct » », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 234 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 21 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/26045> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.26045>

Les derniers fils de chefs de canton au Sénégal

« Nous étions des sujets,
nous sommes devenus des compléments d'objet direct »*

Les fils de chefs restent assez mal connus des historiens du Sénégal. Certes, il existe des travaux sur les dernières années de la chefferie en Afrique occidentale française. A. Keese (2010) montre que, malgré les changements consécutifs à la fin de l'indigénat, un certain nombre de chefs sont parvenus à maintenir leur pouvoir dans cette dernière période et à s'adapter. Par ailleurs, d'autres travaux ont montré la présence de fils de chefs dans le champ politique d'autres espaces de l'ancien empire colonial français (Soriano 2016). En revanche, dans le cas du Sénégal, on connaît moins la diversité des trajectoires de ces héritiers dont les formes d'exercice du pouvoir ont disparu. En restituant une série d'entretiens menés avec certains de ces fils, désormais très âgés, on souhaite contribuer à une meilleure compréhension de la chefferie coloniale en tant qu'institution. À cette fin, on reprendra les principes de J. Lagroye (1997) selon lesquels comprendre une institution implique aussi de se pencher sur les rôles que tiennent ceux qui y occupent des positions. En étudiant ces prises de rôles, on se penchera sur la question de l'héritage politique. Dans le cadre de ce numéro sur la politique en Afrique comme affaire de famille, la question de la transmission filiale des positions politiques est posée en abordant la question de l'héritage de deux manières. En premier lieu, les chefs de canton peuvent être conçus comme un groupe social et professionnel, auquel l'accès est fortement contrôlé et institutionnalisé, et dont l'activité s'apprend de diverses manières. C'est donc d'abord l'apprentissage du métier, puis ses usages, qui nous intéressent. Par ailleurs, il est possible de s'interroger sur les trajectoires des individus qui, en apprenant le métier de chef, ont endossé un

* Je remercie Marie Brossier ainsi que les différentes personnes qui ont relu ce texte, notamment les relecteurs anonymes, ainsi que Séverine Awenengo Dalberto et Tarik Dahou qui en avaient discuté une première ébauche.

statut d'héritier ou s'en sont parfois au contraire détournés. Dans ce cadre, la notion de carrière permet de restituer la dimension processuelle des engagements, de rendre compte des défections, et de prendre des distances avec les reconstructions rétrospectives (Darmon 2008 ; Fillieule 2001).

Ainsi, on s'intéressera, d'une part, au phénomène, déjà bien documenté, de l'hérédité en politique (Bantigny & Baubérot 2011 ; Parodi & Patriat 1992), en définissant l'héritage comme une activité (impliquant l'intériorisation d'un rôle) et en l'observant sous l'angle de l'articulation des socialisations primaires et professionnelles (Darmon *et al.* 2018). D'autre part, les questions de l'hérédité en politique et de la transmission dans un contexte de changement historique et de disparition de la fonction normalement héritée méritent d'être soulevées. En effet, les fils de chefs interrogés dans le cadre de ce travail appartiennent à une génération qui a été contrainte de se reconverter du fait de la suppression de la chefferie cantonale en 1959. En cela, une question importante est celle des conséquences biographiques de l'indépendance chez ces intermédiaires du pouvoir colonial. Ainsi, comment ces fils de chefs sont-ils parvenus ou pas à se reclasser et, parfois, à se qualifier politiquement après cette réforme, et comment ont-ils reconverti¹ leurs héritages et leurs dispositions acquises avant l'indépendance (Bourdieu 1978) ?

Une première partie de l'article sert à montrer comment on apprend à devenir fils de chef puis chef de canton dans les années 1950. Les dispositions au commandement s'acquièrent au sein d'institutions coloniales spécialisées (l'école des fils de chefs), mais aussi « sur le tas » et en famille. Une deuxième partie s'intéresse au temps plus court de l'accès aux fonctions de chefs, en observant comment ces héritiers se sont confrontés à un dispositif électoral inédit, et en prenant aussi en compte les échecs et les défections. En dernier lieu, la fin de la chefferie et ses perceptions seront abordées, en se demandant ce qu'il reste malgré tout de celle-ci après 1959. Les divers reclassements des anciens fils de chefs permettent à la fois de saisir la pluralité des dimensions de la chefferie cantonale et d'entrevoir des socialisations secondaires liées aux nouvelles expériences amenées par la formation du Sénégal indépendant.

Méthodologie

D'un point de vue méthodologique, cet article repose sur le croisement entre des entretiens semi-directifs et des archives coloniales (Archives nationales du

1. Sur la question des « reconversions de dispositions » dans de nouveaux secteurs, voir PAGIS (2014). Cet article décrit la reconversion de dispositions au commandement dans la pratique politique ou le travail pour l'État.

Sénégal fonds 11D et 13G, Archives régionales de Dakar fonds I, Centre des archives diplomatiques de Nantes fonds 183PO) collectés entre 2016 et 2018. Le grand âge des enquêtés et la distance des souvenirs modèlent forcément les conditions des entretiens. Par ailleurs, leurs discours ont parfois tendance à euphémiser la dimension coercitive de leur ancien travail et à tenter de légitimer leurs anciens modes de domination. Leurs mémoires sont orientées par leurs appartenances familiales, par des mises en récits locales et par les récits coloniaux. Dans ce cadre, on peut aussi noter la dimension socialement différenciée des rapports au passé, en particulier chez les familles des classes dominantes (Billaud *et al.* 2015) : les enquêtés sont souvent perçus dans leur entourage (et se présentent parfois eux-mêmes) comme des « gardiens de la tradition » et d’une certaine histoire du Sénégal². À l’opposé, les sources coloniales possèdent leurs propres lacunes et leurs propres registres de vérité. Pour autant, le croisement des sources archivistiques et des entretiens se révèle fructueux. La référence directe aux archives en cours d’entretien conduit à de nouvelles lectures de celles-ci, à des associations d’idées imprévues et permet au besoin d’apporter des contradictions.

TABLEAU 1. — PRÉSENTATION DES ENQUÊTÉS

Nom	Accès à la chefferie	Canton	Lieu de l’entretien
A.K. Agne	Chef de canton élu	Nguénar Nord	Diourbel
A.B. Wane	Non (haut fonctionnaire)	Laaw oriental	Dakar
B.B. Wane	Non (enseignant)	Laaw oriental	Dakar
B. Fall	Chef de canton élu	Diet Salao	Diourbel
S. Fall	Chef adjoint	Nianing	Nguékhokh
A.M. Ndiaye	Chef de canton nommé	Pass-Bakhal	Pikine
C.N. Diouf	Chef adjoint	Ngayokhème	Fatick
B.N. Bâ	Non (échec à l’élection)	Nioro-du-Rip	Dakar

2. Tous les enquêtés ne se conforment cependant pas en permanence au rôle de « doyen » que l’on pourrait attendre d’eux au prime abord (l’un, par exemple, pouvant plaisanter sur les nombreux mariages entre cousins dans sa famille : « C’est ce qui fait de nous des dingues plus ou moins. »)

CARTE 1. — LOCALISATION DES CANTONS ÉVOQUÉS DANS L'ARTICLE

Carte dessinée par Tidiane Sene parue dans C. Becker (2007 : 10). Les cantons en gris correspondent aux cantons des enquêtes et étudiés dans cet article.

Ces enquêtes sont issus d'espaces géographiques qui renvoient à des histoires locales très distinctes, notamment du point de vue de la conquête puis de l'exploitation économique. Ainsi, de nombreuses disparités régionales tenant, par exemple, à la force et à l'ancienneté de la présence française peuvent infléchir les positions de chefs de canton. Néanmoins, on peut retracer les bases de l'institutionnalisation de la chefferie qui a servi de cadre commun à leurs histoires familiales. Comme le notent V. Foucher et É. Smith (2011 : 34), la chefferie africaine émerge « selon différentes modalités, entre invention par l'administration coloniale de pouvoirs "traditionnels" nouveaux et co-productions entre administrateurs coloniaux et élites aristocratiques africaines ». La genèse de la chefferie coloniale sénégalaise renvoie en premier lieu à la conquête militaire du pays. Après celle-ci, la question de la légitimité de leurs auxiliaires reste une question centrale pour les agents de l'État colonial qui portent des regards différenciés sur les dynasties de chefs en passe de se former. En 1917, le gouverneur Van Vollenhoven pose « l'autorité naturelle » comme critère de désignation des chefs³. Si, dans les faits, les conditions de leur légitimité sont variées, les chefs sont nommés par le gouverneur, en lien avec le commandant de cercle, à la suite de procédures de consultation des administrés plus ou moins étendues. La circulaire Brévié de 1932 appelle à « respecter le privilège des familles spécialement désignées au commandement par la tradition »⁴. La dimension élective de la chefferie est réaffirmée en 1947 et un collège électoral restreint est institué. Les enquêtes, pour leur part, ont surtout été directement touchés par la réforme de 1957, qui élargit fortement ce « collège électoral coutumier » et met en place le vote par bulletin secret. Le ministre de l'Intérieur du gouvernement sénégalais Valdiodio N'Diaye parle alors d'une « démocratisation de la chefferie »⁵. Toutefois, selon l'arrêté du 20 mars 1957, tout candidat doit être « d'une famille soit de souche ancienne, soit qui s'est fixée depuis au moins deux générations dans le ressort de la chefferie ou de la circonscription administrative ». Cette réforme transforme les conditions d'accès au statut de chef de canton. Politiquement, ces années 1950, durant lesquelles les enquêtes sont devenus adultes, sont marquées par les effets de la loi Lamine Guèye de 1946 supprimant le régime de l'indigénat et par la rivalité entre la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), le parti de Lamine Guèye, et le

3. Joost Van Vollenhoven, « Circulaire au sujet de l'administration des cercles », 1^{er} novembre 1917. ANS 17G.39.

4. Jules Brévié, « Circulaire sur l'administration indigène », 27 septembre 1932, publié dans *Circulaires de M. le Gouverneur général Jules Brévié sur la politique et l'administration indigènes en Afrique occidentale française*, publications du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, Gorée, 1935.

5. Archives nationales du Sénégal (ANS), 11.D1.50. Circulaire du 2 octobre 1957.

BDS (Bloc démocratique sénégalais, puis Bloc populaire sénégalais [BPS] en 1956), issu d'une scission datant de 1948 et incarné notamment par Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia. Les partis s'emparent de la question de la chefferie et, finalement, celle-ci est supprimée définitivement avec l'indépendance pour l'échelon cantonal (Zucarelli 1973).

Dans l'historiographie du Sénégal, le chef de canton est connu d'abord en tant qu'intermédiaire du pouvoir colonial. D. Cruise O'Brien (Cruise O'Brien *et al.* 2002 : 22) écrit par exemple : « Il était un sous-tyran dont les excès ne pouvaient être réprimés que par l'intervention occasionnelle des tyrans supérieurs. » Dans cet article, on cherchera à souligner en contrepoint la diversité des conceptions du rôle de chef et des subjectivités de ceux qui en ont tenu le rôle. En présentant les regards que les fils de chefs interrogés portent sur eux-mêmes, sur la chefferie et sur leurs histoires familiales, on cherchera à savoir par quels processus le statut d'héritier de la chefferie cantonale s'est constitué et reconfiguré au cours des années 1950, à rebours de la suppression de celle-ci. On décrira comment les différentes étapes objectives des parcours des enquêtés ainsi que les transformations de leurs perceptions subjectives de celles-ci expliquent en partie leur adhésion ou leur rejet du rôle de chef et de l'héritage familial. On montrera aussi que c'est l'attention à la pluralité des socialisations au rôle de chef (et de fils de chef) qui permet de comprendre les conversions ultérieures des dispositions précédemment acquises.

Apprendre le métier de chef de canton dans les années 1950

Durant toute la période coloniale, différents acteurs concourent à prédire, sélectionner ou réguler les destins de futurs chefs par la voie familiale. De manières différentes, les enquêtés ont tous été pris dans ces dispositifs qui tendent à faire d'eux des « fils de chef », avant de peut-être devenir des chefs. Ces socialisations tendent à produire des dispositions au commandement qui, comme on le verra, ont pu être réinvesties même après la fin de la chefferie cantonale.

Selon les règles coloniales, la chefferie cantonale a une dimension familiale forte. Si, dans les faits, tous les accès à la chefferie ne sont pas déterminés par des liens de parenté, la chefferie coloniale donne tout de même lieu à la formation de dynasties⁶. Par leurs récits, les enquêtés s'inscrivent dans une lignée, et naturalisent l'ancien pouvoir familial en le renvoyant à une

6. J. SCHMITZ (2009), par exemple, montre comment certains Wane ont formé une « dynastie administrative ».

forme d'aristocratie, voire en le biologisant. En entretien, B. N. Bâ (tableau 1) mentionne ainsi qu'il est né le jour où son père est devenu chef de canton. S. Fall dit à propos du rapport de son père au commandement : « Il a ça dans le sang. On a ça dans le sang. Il a hérité. Moi aussi je l'ai hérité. Parce que pour nous, nos aïeux, ils étaient les grands chefs traditionnels de ce pays. » Cette déclaration passe toutefois sous silence l'accès relativement récent de ses ancêtres aux positions de commandement, qui s'explique en partie par des alliances avec les Français⁷.

Plusieurs enquêtés tendent à rapidement convoquer une histoire guerrière (remontant finalement à une à deux générations) lorsqu'ils évoquent leur passé familial. Ils se rapportent à une histoire de la chefferie plus ancienne, qui ne correspond pas à celle qu'eux ont exercée. Ainsi, A. B. Wane (tableau 1), qui est originaire du Laaw, évoque son père en trois mots : « le livre, la *daba* et le fusil » (le livre fait référence au Coran et la *daba* est un instrument aratoire)⁸. S'ils ne s'assimilent pas directement à ce passé guerrier, plusieurs enquêtés s'attribuent des qualités liées à la masculinité et au combat, comme le courage. De manière similaire, l'orgueil est présenté comme une disposition presque innée. Ainsi, Abel Kader Agne (tableau 1) se remémore : « Ma mère a dit que si je grandissais comme fils de chef avec la tradition, parce que dans le Sénégal, je suis la seule personne pour qui sur le plan paternel tous mes ancêtres ont régné, sur le plan maternel, tous mes oncles ont régné. Donc elle dit ce garçon-là, s'il grandit dans cette atmosphère il sera orgueilleux. Elle m'amène donc dans le *Daara*⁹. » Cette éducation austère fait néanmoins partie d'une forme d'*ethos* ascétique qu'il a su mobiliser à son profit plus tard, puisqu'il se souvient en riant d'avoir déclaré à des administrés qu'il avait volé la nourriture d'un cheval dans leur village pour se nourrir à l'époque où il était talibé¹⁰.

Ce dernier exemple reflète bien l'ambivalence de ces souvenirs. Certains enquêtés relèvent la dimension ordinaire de leur enfance, mais cette insistance

7. Un de ses bulletins de notes de chef adjoint, rempli par ses soins, permet d'observer comment il présentait sa généalogie dans les années 1950 : « Descendant de Amary N'Goné Fall, 1^{er} Damel du Cayor, 33 Damels de cette lignée se sont succédé au trône du Cayor et jusqu'à Madiodio Fall qui coïncida avec la pacification française. » Un bulletin de son père indique aussi qu'il est le « petit-fils du Damel Madiodio » (ANS 11D1.1303). Dans les faits, Madiodio accède au pouvoir en 1861, en partie grâce à l'action militaire de Faidherbe. Son pouvoir est en réalité extrêmement fragile et intermittent (DIOUF 1990). On voit ici la valeur de ces bulletins de notes, à la fois comme sources de renseignements, et comme documents permettant d'observer la mise en cohérence de leurs histoires individuelles et familiales par les enquêtés.

8. Concernant son père, Baila Birane Wane, voir BA (1971).

9. École coranique.

10. Élève de l'école coranique.

est aussi parfois une manière de manifester une forme de proximité avec le « peuple », alors qu'une forme d'exceptionnalité demeure malgré tout. A. B. Wane, par exemple, affirme qu'il refusait les faveurs et appréciait de manger la même nourriture que ses camarades d'âge, mais d'autres souvenirs témoignent de son statut particulier, comme celui de son instituteur (« Quelques fois, il venait me prendre, on se promenait ensemble sur les collines, il me disait "Abdul, quand tu seras chef, tu feras ceci, tu feras cela." Ça m'est toujours resté »), ou de certains camarades de classe (« Un de mes camarades avait pris une scie, et il voulait me couper la tête. Il [le maître] lui a demandé pourquoi, il a dit qu'il voulait savoir : si on blesse un fils de chef, qu'est-ce que ça va nous coûter ? »)

Bien que « fils de chefs », les enquêtés n'ont pas toujours grandi directement auprès de leurs pères, certains les ont même très peu connus¹¹. Les personnes significatives pour eux peuvent aussi être des oncles ou des tuteurs. Ainsi, A. M. Ndiaye, qui vient de la région de Linguère, a d'abord grandi au contact du chef Amadou Moctar Wane (le demi-frère de son père, et le père de B. Wane) qui l'a élevé dans le Fouta où il est allé à l'école, puis auprès de son père lorsque celui-ci lui a fait quitter le collège afin de venir le seconder. De la même manière, après être tombé malade, B. Wane a interrompu sa scolarité et habité chez son oncle qui lui a par la suite « balancé » une partie de son canton (il était vieillissant et, selon lui, il n'avait pas assez confiance en son fils aîné pour lui léguer la chefferie). C'est par cette pratique et par des fonctions d'adjoints (officielles ou non) plus ou moins précoces que les enquêtés ont généralement fait l'acquisition des savoir-faire de chefs. Pour autant, les activités qui se cachent derrière ce travail d'assistant sont variables. Ainsi, C. N. Diouf a été chef adjoint auprès de son père (alors chef dans le canton de Ngayokhème). Néanmoins, il a gardé très peu de souvenirs de l'exercice de la chefferie et se souvient surtout de l'avoir aidé dans ses travaux des champs.

Depuis 1856, avec des intermittences (Bouche 1974), il existe une institution coloniale totalement dédiée à la production de fils de chefs : l'école des fils de chefs de Saint-Louis. Lorsque Agne, Bâ et A. B. Wane l'intègrent, l'école des fils de chefs a subi un certain nombre de réformes, d'abord en 1939, puis pendant le régime de Vichy. Les études sont gratuites et l'entrée se fait sur un concours où la généalogie des candidats est examinée. À partir de 1941, la formation inclut un stage pratique en école d'agriculture et un stage en cercle, tous deux obligatoires ; le gouverneur d'alors précise dans une note : « Nous ferons au besoin, en des cas particuliers¹², intervenir les

11. Au Sénégal, les enfants sont parfois élevés dans leur famille étendue ou confiés à d'autres personnes (DIOP 1985).

12. Comme pour le cas d'un élève ne voulant pas réaliser son stage, par exemple.

pères de ces élèves pour éviter que les droits héréditaires soient compris par le manque de réflexion d'un jeune homme »¹³. L'école tente de maintenir le lien entre familles et fils, malgré la distance géographique. L'inspecteur des affaires administratives a pour tâche au cours de ses tournées « d'établir une liaison permanente »¹⁴ entre le père et le fils en donnant des nouvelles des élèves aux parents et vice-versa. Les élèves ont l'obligation de servir l'administration française pendant au moins cinq ans après leur sortie de l'école. Ici aussi, cette obligation peut passer par l'autorité du père (ou du tuteur) « pour prévenir les élèves contre leur inconsistance native »¹⁵. Dans l'esprit des réformateurs, il est important de « mettre nettement "le fils de chef" [...] face à sa future carrière » et de lui rappeler régulièrement que « leur hérédité leur fait un devoir ».

Pour autant, cette institution ne produit pas des effets uniformes sur ses élèves. B. N. Bâ insiste sur la connaissance du peuple qu'il a acquise à l'école (« comment gérer les gens ») et qu'il exprime ainsi :

Tout ça, c'est à apprendre, parce que si vous gérez un canton, vous gérez plusieurs esprits, donc il faut savoir connaître les gens, et comment les traiter aussi. Parce que si vous les traitez tous de la même sorte, vous pouvez avoir des surprises... Oui, parce que les caractères ne sont pas les mêmes, les habitudes ne sont pas les mêmes, et même il y a des différences de race.

Cette mise à distance des administrés et cet usage d'un vocabulaire colonial, plus de cinquante ans après les faits, témoignent de l'incorporation de cet enseignement. Les enquêtes passés par l'école restent marqués par le double régime qui y était établi : si l'école était fusionnée avec le Lycée Blanchot, les fils de chefs avaient un régime spécial fait de nombreuses distinctions. Abdel Kader Agne, qui y a été formé de ses 25 à 29 ans, raconte (avec une pointe de plaisir) les distinctions symboliques vis-à-vis de ceux qu'il nomme les « *badolos* »¹⁶ ou les « fils de peuple » :

Nous on avait un habillement de chef [des vêtements en tartan et une chéchia], eux ils avaient un habillement primaire [des blouses et des culottes] nous avions de grands lits, ils avaient de petits lits. [...] On se regardait en chiens de faïence. On se sentait franchement supérieurs. Quand les gens faisaient des discours, ils disaient « fils de chefs et fils de peuple ».

13. Centre des Archives diplomatiques de Nantes (CADN), 183PO.1.138.

14. Rapport politique de la colonie du Sénégal pour l'année 1941 par le 1^{er} Bureau des Affaires Politiques et Administratives. CADN 183PO.1.160.

15. *Ibid.*

16. Paysan en wolof. Le terme peut avoir un sens dépréciatif.

Néanmoins, comme pour n'importe quel enseignement, il ne faut pas y voir un processus linéaire. Ce régime spécial et cette manière de rendre sensibles leurs positions ont aussi pu être vécus sur le registre de la contrainte. Par ailleurs, les archives permettent de constater que les défections sont régulières, et c'est ce qui est arrivé à A. B. Wane qui a quitté l'école en quatrième année pour une formation d'instituteur au Soudan. Ses souvenirs ne sont plus bien clairs à ce sujet, mais il se rappelle avoir été en conflit avec les encadrants de l'école.

Le passage par l'école des fils de chefs relève, sans doute pour partie, de logiques familiales et de stratégies éducatives. J.-H. Jézéquel (2003), par exemple, a montré que la scolarisation des enfants de chefs peut s'expliquer par une volonté de chevauchement des sources de légitimation, comme parfois par une forme de redevabilité à l'administration de la part de familles à l'ascension plus récente. Néanmoins, à la sortie de l'école des fils de chefs, les parcours des fils passés par celle-ci ou ayant appris le métier auprès de membres de leur famille peuvent se ressembler. L'accès à la chefferie étant très concurrentiel, la majorité des enquêtés travaillent pour l'État en attendant une hypothétique place. Ainsi, à sa sortie de l'école, Agne a notamment été secrétaire de tribunal auprès du chef Ely Manel Fall à Diourbel ce qui, d'après lui, lui aurait permis de « connaître pas mal de tours » qui lui ont été utiles pour gouverner par la suite. Ce type de remarque permet d'ailleurs de saisir que l'apprentissage de la chefferie n'est pas seulement celui des attentes des administrateurs coloniaux ou des pratiques officielles des chefs. Dans leurs récits, les enquêtés mettent également en avant des savoirs transmis, de manière plus tacite, par des membres de leur famille. Ils insistent notamment sur l'importance de savoir trier les demandes de l'État colonial afin de ne pas être débordés par des ordres qui se révéleraient irréalisables dans les faits. Agne ou Fall valorisent également des techniques de gouvernement proches de la ruse et se plaisent à raconter, presque sur le ton de la farce, les coups qui leur ont permis de piéger des ennemis ou des administrés récalcitrants. On peut renvoyer ici aux remarques de Muriel Darmon (Darmon *et al.* 2018 : 115-121), pour qui les formations professionnelles formelles et informelles, leurs croisements et leurs contradictions devraient être davantage étudiés.

On le voit, les dispositifs coloniaux de sélection des chefs modèlent pour partie les représentations de la filiation en cours à l'époque. Par ailleurs, les enquêtés ont tous été confrontés à divers apprentissages qui ont fait d'eux des « fils de chefs ». Seulement, les aspirations qui en sont nées ont eu la particularité de se concrétiser à la fin des années 1950, à une période où la chefferie se délitait.

Devenir (ou pas) chef de canton

On l'a dit, les enquêtés ont accédé à la chefferie selon des modalités diverses. Cependant, qu'ils soient nommés ou élus, ces accès aux positions de pouvoir dépendent de logiques et de mobilisations familiales souvent fortes. A. M. Ndiaye minimise sa volonté : « Ça m'est tombé sur la tête »¹⁷. Les archives du cercle de Linguère permettent, en revanche, de comprendre que sa nomination est malgré tout due aux efforts combinés de son père, Sidy Alboury Ndiaye, et de l'administration locale. Sidy Alboury Ndiaye a eu une longue carrière de chef dans différents cantons, avant d'arriver dans le Pass-Bakhal. En 1944, l'administrateur Riquier observe, qu'aux yeux des autres chefs, il représente « en quelque sorte le Bourba »¹⁸, soit le chef de ce qui était autrefois le royaume du Dyolof¹⁹. En 1957, le commandant de cercle J. Clément note à son sujet : « Il m'a dit en substance : mes ancêtres ont commandé tout ce pays (le Sénégal, ce qui n'est pas sans appeler de sérieuses réserves), mes pères commandaient tout le Djoloff, il ne me reste que ce misérable canton, qu'on m'y laisse au moins agir à ma guise »²⁰. Au fur et à mesure des années, les administrateurs locaux tentent de pronostiquer la manière dont s'effectuera la succession. Ainsi, l'un d'eux commente :

La préoccupation majeure de cet homme vieillissant est d'assurer au moins le canton du Pass-Bakhal, tenu pour son fief personnel, à un de ses fils. Tout y tend : la campagne pour placer son frère à Yang-Yang, celle pour assurer Linguère à un de ses neveux, les allusions à sa démission sitôt un de ses fils en place. Il ne s'en cache donc pas et il y a un an au moins qu'il réclame, arguant de sa santé, la nomination d'un de ses fils comme adjoint pour lui laisser le canton au moment de sa retraite²¹.

Dans ce cas-ci, on constate combien la mobilisation de Sidy Alboury Ndiaye vise avant tout à garder le canton dans la famille. L'accès d'A. M. Ndiaye à la chefferie est lui, en revanche, beaucoup plus contingent et l'héritage est finalement peu individualisé : comme le fait remarquer P. Bourdieu (1994 : 35),

17. On retrouve là un écho aux observations formulées par J. LAGROYE (2002) sur « l'ajustement spontané » entre dispositions et sens du jeu institutionnel, et les renoncements qu'il masque parfois.

18. ANS 11.D1.970.

19. Le terme « Bourba » évoque notamment Alboury Ndiaye, qui est l'une des grandes figures de la résistance guerrière à la colonisation dans l'histoire du Sénégal. Il est considéré comme le dernier Bourba Djoloff (1875-1901).

20. ANS 11.D1.970.

21. *Ibid.* Plus généralement, les références aux nombreux fils évoquent ce que P. BOURDIEU (1994) appelle les « stratégies de fécondité » qui font partie des stratégies de reproduction.

« Le “sujet” de la plupart des stratégies de reproduction est la famille agissant comme une sorte de sujet collectif et non comme un simple agrégat d’individus. »

Travailler sur cette génération des derniers chefs sans prendre en compte ceux qui n’ont pas accédé à la chefferie conduit à un biais qui empêche de voir le déclassement des fils de chefs entrés en concurrence avec des membres de leur famille, ainsi que les défections. C’est le cas par exemple de B. Wane (tableau 1), qui explique avoir renoncé à la chefferie que lui destinait son oncle après avoir vu l’exemple d’un cousin scolarisé venu en vacances dans le canton :

Je lui ai faussé compagnie. Parce que j’ai vu que le baccalauréat à l’époque avait une réputation extraordinaire. Il y avait dans ma famille même des gens moins âgés que moi qui avaient le bac, ça m’a troublé. Je suis parti [...]. L’oncle, subjectivement, nous étions très liés, je l’ai trahi, quand je faisais les impôts, je lui ai écrit une gentille lettre et je suis parti à Podor. Je lui ai pas dit. Mais il sentait que j’étais pas bien. Je n’étais pas bien, ce n’était pas mon métier. Il m’était arrivé aussi de lui dire, en gros, que les indépendances allaient venir. Parce que j’avais fait certaines lectures, Richard Wright, je sais pas si vous connaissez, j’avais lu aussi Anouilh, Jean-Paul Sartre, Camus... Je commençais déjà à avoir des idées de liberté et d’émancipation. Et je savais que ce métier-là n’allait plus, et que l’opération de la colonisation, ça allait s’arrêter. J’étais déjà un moitié-militant, mal informé, d’une évolution qui entraînerait l’indépendance.

Il faut bien sûr prendre en compte ici les effets de présentation de soi et de mise en récit (avec les regards rétrospectifs que cela implique). Néanmoins, on saisit dans ce souvenir une forme d’exigence morale de fidélité à la famille, les sentiments ambivalents qu’a pu impliquer la chefferie et la manière dont d’autres dispositions, en particulier scolastiques (Lahire 1998) entrent en concurrence avec celle-ci. De manière assez semblable, A. B. Wane, qui avait quitté l’école des fils de chefs, raconte ses nombreuses oppositions avec son père, et l’incompréhension de celui-ci face à une culture scolaire acquise au Soudan. L’exemple emblématique de ces incompréhensions provient de sa pratique de la guitare (avec un goût prononcé pour Tino Rossi et Dario Moreno) qui, dans l’esprit de son père, était associée aux griots, et donc à un groupe socialement inférieur, vivant dans un lien de subordination avec les chefs de canton. Par cette pratique, Wane ne tient pas le rôle qui serait conforme aux attentes de son père et à sa position.

D’autres enquêtés, au contraire, ont accepté avec bonheur le rôle de chefs, au point de se présenter aux élections alors récemment réformées. Comme le fait remarquer A. Keese (2010), l’après-guerre correspond à une période de multiplication des candidatures à l’exercice de la chefferie, de la part de

fonctionnaires ou d'anciens combattants, par exemple. De plus, le nouveau dispositif électoral rend la compétition encore plus incertaine. À ce sujet, il ne faudrait néanmoins pas faire de la réforme de 1957 une rupture totale dans le parcours des fils de chefs interrogés. Lors des entretiens, plusieurs ne savaient pas (ou sans doute plutôt ne se souvenaient pas) qu'il y avait eu des élections pour les chefferies cantonales, ce qui pousse tout de même à relativiser le poids de cette réforme dans les mémoires.

Cette réforme de 1957 a pu être vécue comme un facteur de déclassement par certains fils de chefs, réduisant leurs chances effectives d'hériter. B. N Bâ, dont la famille est implantée à Nioro-du-Rip, avait déjà deux grands frères chefs de canton et vivait à Saint-Louis lorsqu'en 1957 il a déclaré sa candidature à la chefferie du canton de Koungheul, où son oncle venait de mourir et où le fils de celui-ci était candidat à sa succession. Aussi, sa mémoire de la réforme de 1957 est en partie basée sur cette candidature, et surtout sur la défaite qui s'en est suivie. Selon lui, la nomination relevait de la procédure normale, et s'il y a eu une élection dans ce canton, c'était pour lui causer du tort : « Comme certains ne voulaient pas que je sois là-bas, ils sont passés par la politique pour qu'on fasse des élections » (selon la logique qu'il présente « Quand on est contre la position du gouverneur et qu'on veut nommer quelqu'un, on fait des élections »). Étant fonctionnaire au cabinet du gouverneur à la capitale, il ne bénéficiait pas des appuis locaux que son cousin ou d'autres pouvaient avoir (alors qu'on sait l'importance des alliés locaux pour les héritiers qui font figure de « parachutés » [Allal 2009]). De manière générale, il affirme que ces élections étaient entachées de fraude : « On l'appelait élection, mais c'était l'administration, c'est une façon de traiter un problème administratif. » Au-delà des rivalités familiales, il garde une grande amertume de cet épisode, et pense qu'il a été victime d'un traitement exceptionnel.

Loin de cette déception, certains fils de chefs ont au contraire su tirer parti de la réforme. De son côté, Babacar Fall a été, en son temps, le plus jeune chef de canton du Sénégal (il avait seulement 18 ans lors de son élection). Encore aujourd'hui, il conserve le bulletin de vote du jour de son élection et la lettre lui apprenant sa nomination, dans une serviette qu'il garde dans son salon. Cette élection est d'abord marquante parce que, de manière plus intime, elle renvoie directement à la mort de son père, Maïssa Malick Fall, en 1957. Le récit qu'il fait de cette mort le place immédiatement dans une logique de filiation, et de transmission des compétences de gestion de la chefferie. D'après lui, ce jour-là, son père était rentré d'un voyage avec le commandant de cercle et lui avait demandé de s'occuper de la situation financière des impôts, dans le but de préparer l'argent à déposer au Trésor. C'est dans la nuit que son père aurait brutalement perdu la vie. Fall raconte comment, dès cet instant,

il a pris le relais de cette tâche inachevée, pour l'accomplir haut la main et affirmer sa compétence en obtenant l'admiration du commandant de cercle. Selon ses mots : « Le jour où mon père est mort, c'est ce jour-là que j'ai senti que j'avais une grande popularité. »

Son récit élude néanmoins le fait, qu'initialement, cette transmission directe du père au fils n'était pas évidente. En témoigne le bulletin de notes de son père l'année d'avant sa mort. Il indique lui-même à la section « renseignements sur le successeur éventuel »²² : « Mes fils Fall Mamadou, Fall Elymanel, Fall Babacar et El Oualid Fall luttent [pour] ma succession. Le meilleur parmi eux serait préféré. Je veux le meilleur parmi eux. Je les observe maintenant pour en désigner le meilleur sans si possible me tromper »²³. Babacar Fall présente, pour sa part, sa candidature sur le registre de l'évidence. Les archives de son élection permettent d'observer qu'il est très loin d'être le seul Fall en lice (ils sont huit sur seize candidats). Néanmoins, lorsqu'on l'interroge, il présente une vision plutôt apaisée de cette concurrence : la candidature de certains cousins serait avant tout une stratégie pour garder la chefferie dans les mains de la famille si jamais son jeune âge venait poser problème. Il explique avoir mené sa campagne en s'appuyant sur les réseaux qu'il s'était constitués en étant l'adjoint de son père (en faisant profiter les administrés de sa voiture lors de ses déplacements par exemple), ce qu'il présente comme une très forte « popularité », surtout auprès des plus jeunes. Par ailleurs, la mort de son père marque une seconde rupture, par le biais de sa conversion au mouridisme. Celle-ci a représenté une aide dans sa campagne, de manière assez classique au Sénégal. Bien que, selon lui, son marabout lui soit apparu en rêve auparavant, il a attendu la disparition de son père pour aller le rencontrer.

Pour comprendre le rapport de Fall à son élection, il faut cependant la mettre en perspective avec celle de son père, dans le même canton, en 1953²⁴. Par son père, Fall a déjà une expérience de l'élection pour accéder à la chefferie. D'après lui, son père avait eu en réalité une nomination assurée avant même son élection, pour des enjeux politiques locaux, ce qui l'amuse plutôt : « Ça peut gêner qui ? Ça gêne personne ! Parce que les intéressés sont intéressés... » Toutefois, entre l'élection de son père et la sienne, la taille du collège électoral a été multipliée par neuf (382 votants contre 3 070). La consultation a lieu sur quatre jours fin octobre 1957. Au final, Babacar Fall

22. Ce renseignement fait partie intégrante des bulletins qui doivent être remplis chaque année, et est un élément central du travail administratif colonial de production de la transmission familiale du pouvoir dans la chefferie.

23. ANS 11.D1.50.

24. ANS 11.D1.124.

réunit 36 % des voix, suivi de près par Amadou Salmone Fall (30 %) et Meïssa M'Bar Fall (13 %). Selon ses propres termes : « J'avais une majorité écrasante, écrasante, écrasante, écrasante » (il récite d'ailleurs ses résultats, bureau de vote par bureau de vote). Avant même le dépouillement, le commandant de cercle aurait envoyé un garde pour lui demander de lui faire parvenir de la bière et de la limonade — ce que Fall présente comme une manière de lui signifier par avance qu'il va l'emporter. Le fonctionnaire chargé de superviser le scrutin se garde bien de mentionner cet épisode dans son rapport. En revanche, il note bien l'avantage qu'a représenté sa filiation pour Babacar Fall, notamment d'un point de vue territorial : « Mr. Fall Babacar a particulièrement dû son succès aux suffrages recueillis au centre de vote de N'Diny, qui groupait les électeurs des *seccos*²⁵ de N'Dindy, Dikbe et Diongo, qui était la résidence de son père, chef de canton défunt, et qui est devenue la sienne »²⁶. Il poursuit : « Les résultats de cette élection semblent écarter toute interprétation visant à donner à cette consultation un caractère politique, et confirmer peut-être sa nature traditionnelle, cantonale, et quelque peu sentimentale. »

Fall garde, quant à lui, le souvenir d'un moment plus politisé, mais laisse voir combien il a d'abord investi l'échelon local : « Presque tous les candidats étaient politiciens, bien entendu c'était à des degrés différents, moi je faisais ma politique dans le canton. » Pour comprendre cette politisation des affaires cantonales, il faut bien voir que ce ne sont pas (seulement) des influences récentes qui viendraient de Dakar ou de Saint-Louis, mais que ces influences s'inscrivent dans un espace et des réseaux locaux sur le temps long. Interrogé, Fall évoque ainsi ses relations étroites avec Pierre Senghor, frère de Léopold, qui était négociant à Bambey à quelques kilomètres de là. Par ailleurs, son père Maïssa Fall avait d'abord été chef de canton dans l'Aga-Dohé, et connaissait donc bien Joal et la famille Senghor. Ainsi, les enjeux politiques des élections du père et du fils se superposent.

En plus d'ouvrir de nouvelles possibilités, la réforme de 1957 est aussi investie en relation à des histoires familiales préexistantes. Au printemps 1958, c'est Abdel Kader Agne qui est élu dans le Nguénar Nord. Ici aussi, le récit qu'il fait de son élection permet de comprendre que la procédure électorale mise en place ne représentait pas forcément à ses yeux une menace pour l'héritage familial. Au contraire, pour lui, c'était la possibilité du rétablissement d'une lignée et d'accomplir ce qu'il appelle sa « mission ».

25. Les *seccos* sont des enclos servant principalement à entreposer l'arachide.

26. ANS 11.D1.50.

L'élection d'Abdel Kader Agne

Abdel Kader Agne est le fils de Samba Elfeky, qui était chef de canton dans le Ferlo voisin. Quand il naît, cela fait longtemps que la famille Agne a été évincée de la chefferie du Nguénar qu'elle n'a plus occupée depuis 1897²⁷. En 1902, Hammadi Alfaa y a été élu chef. C'est un ancien matelot, qui a combattu auprès des Français lors de la conquête du Fouta. L'historien M. M. Kane (1987) évoque sa rivalité avec la famille Agne du Gaawol. Il explique d'ailleurs la nomination de Samba Elfeky comme chef du Ferlo quelques années plus tard par une volonté coloniale d'apaiser cette rivalité. Celle-ci est pourtant toujours forte lorsque Samba Elfeky décède en 1927. Amadou « Yaya Diatara » Agne Elfeky annonce la nouvelle aux autorités et en profite pour demander à garder le canton dans la famille²⁸. En 1928 pourtant, le canton du Ferlo est supprimé. Amadou « Yaya Diatara » Agne Elfeky, proteste par courrier :

Après nous avoir pris petit à petit tout le N'Guénar qui comprend les cantons actuels du N'Guénar et du Damga réunis, le Gouvernement du Sénégal vient, par son arrêté du 8 août 1928, de nous prendre encore la dernière parcelle de terrain que nous commandions en la personne de Agne-Samba-Elfeky et qui constituait notre seul honneur : c'est douloureux, Monsieur le Gouverneur.

Une note du bureau politique de 1929 va dans le sens contraire, affirme que la famille est très fortement rejetée dans la région et coupe court à ces projets. Malgré cette éviction, plusieurs membres de la famille Agne tentent de faire reformer le Ferlo à leur profit, ou d'être nommés chefs de cantons ailleurs au Sénégal. En 1936 cependant, c'est le fils d'Hammadi Alfaa qui est élu à la tête du canton du Nguénar, lors d'un scrutin contesté²⁹ où il bat notamment Agne Demba Elfeky.

On le voit bien, le statut d'héritier est bien plus ambivalent et précaire que ce que la catégorie « fils de chef » peut spontanément évoquer. Le récit que fait Agne de sa propre élection est basé sur cet antagonisme : se faire élire c'est « rétablir les choses », « retourner les choses dans leur milieu » et venger sa famille de ses rivaux. Il présente ainsi sa décision de se porter candidat :

27. « In 1896-1897 Hammadi Yero, the chief of Ngenaar, was fired and replaced first by Elfekki Aamadou Baylaa Aaŋ, chief of Hulnde, and then by the young Abdul Salaam Kan (1897) » (KANE 1987 : 128).

28. ANS 11.D1.784.

29. ANS 13.G.24 (17).

Un jour, j'avais ça d'abord, parce que les griots toujours parlaient de ça, la chefferie et tout ça, et puis la famille qui avait remplacé notre famille n'était pas originaire de la chefferie. C'est un sergent, de l'armée, que les Français ont imposé, avaient nommé, parce que mon père est mort, mon grand-père n'était plus *elfeki*³⁰, on l'a nommé, et ils ont régné dans le lieu où nous avions nos habitudes de régner. Et un jour, quelqu'un d'eux, un secrétaire de mairie, est venu à la poste de la mairie de Matam, on lui a demandé : « Mais qu'est-ce que vous allez faire, avec l'ancienne famille que vous avez remplacée là, pour les élections prochaines ? » Il a dit : « Même avec n'importe qui de nous³¹, nous allons les battre. » C'est rentré dans mon oreille. J'ai dit : « Ah bon. Alors non seulement je vais faire les élections pour faire revenir la chefferie dans la famille, mais je vais faire mentir ce garçon. »

Ainsi, à rebours des prévisions de l'époque qui soulignaient la menace que représenterait la forme électorale pour les fils de chefs dans la région du fleuve Sénégal (présentés comme prétentieux et inconséquents), Abdel Kader Agne se saisit de l'élection.

Tout comme pour Fall, il n'est pas le seul candidat issu de sa famille³². En entretien, il se souvient surtout du problème de sa rivalité avec son oncle, qui était aussi son beau-père, et qui aurait accepté dans un premier temps sa candidature :

Des gens sont venus lui dire : « Mais toi, le gosse t'a roulé ! Parce qu'il t'a raconté des histoires. Ceux qui vont voter ce ne sont pas les indigènes, c'est pas un vote universel, c'est les notables. Or c'est toi le dernier fils des *elfeki*. Lui, son père est là-bas au Ferlo³³. Bien qu'il soit ton beau-fils, il ne pourra pas passer. » Il m'a appelé. Il m'a dit : « Ah bon toi, tu voulais me rouler toi ? ! » J'ai dit : « Comment ça ? », « Si, parce que les gens m'ont dit que ce sont les notables qui vont voter, et toi tu n'es pas notable ! Et puis toi, tu n'es que son petit-fils ! Je serai candidat. ». J'ai dit : « Ah, moi mon père, je regrette, mais moi aussi je serai candidat. Parce que j'ai été loyal avec toi, tu m'as donné ta parole, et je sais que si tu es candidat, tu vas louper. Les gens ne voteront pas pour toi. » Et effectivement, quand nous avons fait les élections, je l'ai battu aux élections. Il m'a pris, il m'a embrassé, il m'a dit « Mais tu avais raison ».

On le voit ici, le statut d'héritier ne va pas de soi, mais se dispute aussi au sein de la famille, dans un contexte où l'application de la réforme de

30. *Elfeki* (ou *elfekki*) est un titre de chef de territoire (*jom leydi*) que l'on retrouve dans la vallée du fleuve Sénégal (SCHMITZ 1994).

31. Il a répété cette anecdote au cours des deux entretiens que nous avons menés. Lors du second entretien, l'insulte était encore plus grande puisqu'il affirmait que son rival avait prétendu pouvoir le battre avec un captif.

32. Archives Régionales de Dakar, I.21.

33. Dans les faits, son père était mort depuis trente ans à l'époque.

1957 ouvre des possibilités à des individus occupant des positions diverses au sein de la parenté, alors même que les règles informelles visant à réguler les candidatures sont peu instituées. Agne s'impose par sa victoire électorale face à des rivaux qui se légitiment par leur aïnesse. Au-delà de ce récit en forme de résolution heureuse, il faut, pour partie, expliquer cette victoire par ses ressources militantes (il était affilié au BDS) et des ressources financières, fournies par d'autres membres de sa famille (il affirme même que l'un d'eux avait vendu sa maison pour financer sa campagne).

De fait, même si dans d'autres cas des scrutins ont pu tourner au désavantage de certains « héritiers » de la chefferie démis par des candidats rivaux, l'élection est moins une atteinte aux héritages familiaux qu'une occasion de redéfinir sa légitimité et son rôle de chef. Les ruptures dans les modes de désignation des chefs de canton propres aux années 1950 ont notamment représenté une conjoncture qui a permis à certains fils de chefs de transférer leur légitimité dans de nouveaux espaces, et qui a offert de nouvelles formes de légitimité à des fils dont le bon droit par l'ascendance familiale était disputé. L'élection leur a aussi permis de s'afficher comme une génération moderne, distincte de celle de leurs pères, qu'en entretien ils appellent parfois « les roitelets » (donnant ici un exemple intéressant de réemploi de catégories coloniales). On retrouve ainsi les observations formulées par R. Lefebvre (1997), selon lequel l'entrée d'un nouvel acteur dans une institution est toujours l'occasion d'une « phase critique » pour celle-ci. Pour ces jeunes fils de chefs, la participation aux élections confère une nouvelle valeur au titre de chef et transforme en partie sa signification. Ainsi, derrière les projets de « démocratisation », la réforme des procédures de désignation des chefs a eu des effets paradoxaux en matière de renouvellement des élites.

Vivre la fin de la chefferie cantonale
(et rester fils de chef malgré tout?)

Qu'ils aient été élus ou nommés, les enquêtés ont tous en commun de n'avoir finalement exercé la fonction de chef que sur un très court laps de temps. La reproduction, telle qu'ils l'avaient peut-être imaginée, a finalement été interrompue. Au-delà, cette réforme représente une rupture dans leurs histoires familiales, que plusieurs enquêtés présentent comme difficile pour leurs pères avant tout. Ainsi, A. B. Wane raconte :

Moi, j'essaye de m'adapter... de m'adapter... à la situation actuelle, je me considère comme citoyen comme tout le monde et puis c'est terminé. [...] Donc, pour moi, mon

père, c'était déjà un peu le passé. Il disait d'ailleurs : « Il ne nous reste plus qu'à regarder et à mourir. »

De manière encore plus frappante, A. M. Ndiaye établit un lien direct entre la fin de la chefferie et la mort de son père Sidy Ndiaye :

Mon père est mort le 30 novembre 1959 et le député du coin³⁴ m'a dit que c'est le même jour où le gouvernement a déposé le projet de loi supprimant la chefferie coutumière [...]. D'ailleurs une anecdote au niveau de ça, [...] à l'époque, mon père tenait de Cheikh Amadou Bamba³⁵ qu'il ne serait jamais détrôné, qu'il serait chef de canton jusqu'à sa mort. Alors, chose étrange, c'est le jour de sa mort, le 30 novembre 1959 que ce projet de loi a été déposé.

Ces deux exemples, qui mettent en parallèle la mort biologique, la mort symbolique et la fin d'une institution, permettent de saisir la force du rôle de chef, de son incorporation et de son poids dans les existences individuelles (Lagroye 1997 ; Lefebvre 2010).

Pour autant, il n'est pas certain que la chefferie cantonale meure totalement avec leurs pères. La loi du 13 janvier 1960 crée les chefs d'arrondissement, dans le but de produire des fonctionnaires au service du développement. Cette voie de sortie est proposée aux jeunes chefs de cantons, et c'est celle qu'ont prise Agne et Babacar Fall. Agne parle de ce changement avec amertume et rapporte des paroles tenues à ses administrés : « J'étais venu avec mon cheval et mon manteau, et aujourd'hui je suis venu avec une tenue kaki, une cravate et une casquette. » Cette remarque laisse entrevoir ce que peut produire le fait de se retrouver subitement « déshabillé » après avoir porté un vêtement qui signalait sa position. Ce passage dans l'administration d'arrondissement leur a toutefois permis de réinvestir des dispositions au commandement et de continuer à tenir leur rôle. Il faut noter, en revanche, que ces nouveaux emplois n'étaient pas forcément exercés dans leurs anciens cantons, en raison de stratégies de « déracinement » mises en place par l'État sénégalais. Ces emplois les ont toutefois menés à exercer ensuite dans l'administration publique. Babacar Fall est ainsi devenu par la suite directeur de prison : si sa nomination est liée à un accident biographique, ses dispositions au commandement antérieures empêchent d'y voir une bifurcation radicale. D'autres fils de chefs sont aussi devenus de hauts fonctionnaires, en passant par l'École nationale de la France d'Outre-Mer comme A. B. Wane ou en travaillant dans la diplomatie comme A. M. Ndiaye. À l'opposé, C. N. Diouf, après avoir été chef adjoint et bien

34. Magatte Lô.

35. Fondateur de la confrérie mouride au Sénégal.

que fortement politisé (du côté du BDS), n'a pas brigué de carrière politique ou nationale. Il explique cet abandon par le constat de son manque d'instruction qu'il a souligné à plusieurs reprises dans l'entretien en parlant de ses « bagages intellectuels » défaillants qui l'auraient empêché de continuer : « Je ne pouvais plus continuer à faire de la politique, je ne pouvais plus, j'avais un de mes cousins qui s'y intéressait beaucoup [...] c'était un avocat, il a fait la France quand même, j'étais pas comme lui. » Ce type de remarque montre bien comment la dimension scolaire ou non de la formation des chefs de cantons a pu influencer la suite de leurs trajectoires et combien la distribution des ressources est inégale à l'intérieur même des familles. De fait, le statut de fils de chef à lui seul ne fonctionne pas comme un titre de noblesse, mais doit se conjuguer à d'autres ressources.

Cet enjeu de la pluralité des ressources se retrouve au centre de la question particulièrement importante qu'est celle du réinvestissement des légitimités familiales dans le champ politique. Dès la fin des années 1950, les deux Wane interrogés ont milité au Parti africain de l'indépendance (PAI), fondé par Majhemout Diop, ce qui semble être une nouvelle rupture avec leurs héritages familiaux. En effet, le PAI, fondé en 1957 et clandestin à partir de 1960, est un parti marxiste et indépendantiste, qui compte un certain nombre d'étudiants dans ses rangs. Ainsi, il s'agit pour eux de tentatives radicales de réinventer leurs vies, loin de leurs origines familiales. Malgré tout, même lorsqu'ils décrivent leurs années de militantisme, les évocations de la chefferie restent présentes. Ainsi, B. Wane explique : « Je voulais rentrer en composition avec l'évolution de toute ma société... », mais raconte s'être confronté à ses camarades : « Pour eux j'étais un féodal. » Lorsqu'il évoque le détail de ses pratiques militantes, on perçoit clairement les dispositions et représentations antérieures qu'il a pu y réinvestir. À propos des fils de chefs, il dit : « Nous sommes courageux. Il n'y a pas un de nous qui ne soit pas courageux », et cela se retrouve dans ses souvenirs de lutte : « Quand les gendarmes venaient nous trouver parce que nous faisions des bêtises ou des choses qui étaient interdites, ils prenaient la fuite, moi je ne prenais pas la fuite. » Au-delà des regards sur soi-même, on peut faire l'hypothèse qu'il existe des dispositions propres à la chefferie qui ont pu être importées dans d'autres univers et, parfois, entrer en contradiction ou s'articuler à de nouvelles dispositions issues de la socialisation secondaire.

Au-delà de ces années de militantisme partisan, le cas de Salif Fall montre une reconversion réussie de légitimité familiale en légitimité politique, puisqu'il a été élu député à M'bour, là où son père était auparavant chef de canton (il est le seul enquêté à avoir exercé des fonctions politiques). Il décrit son engagement politique du côté des senghoristes, inspiré surtout par le fait que Senghor ait régulièrement sollicité son père :

Senghor il lui disait : « Mais Socé Fall, c'est pas sérieux, ta place c'est pas ici, pas à Nguékokh, tu es sorti premier de l'A.O.F. Ici qu'est-ce que tu fous ? Rien. Tu manges, tu dors, tu bois, c'est tout. On a besoin de ton expérience, de tes connaissances. » Et moi j'étais là. Ou j'étais à l'école. On me racontait ça. Parce que mon père était socialiste, il n'était pas avec Léopold, il était avec Lamine Guèye. Mais alors il avait des promotionnaires. Je vais en citer quelques-uns, tu les connaîtras, ou bien tu en entendras parler. Joseph Gomis, l'ancien maire de Dakar. [...]. Joseph Mbaye [...]. En tout cas il y avait quatre, cinq, qui étaient des instituteurs de classe exceptionnelle, de la trempe de mon papa. Ils ont fait Gorée. Alors, Senghor est venu ici, pour mener une campagne électorale. Vous savez qu'est-ce qu'il a dit à mon papa ? « Mais Socé Fall, ta place c'est pas ici, tu es sorti major de l'AOF, à Gorée. Ta place n'est pas ici. Mais tu n'aimes que la chefferie, tu portes des gris-gris jusque-là, partout là, pour quelqu'un qui ne te connaît pas, il te prend pour un grand broussard, or tu n'es pas broussard. Il faut abandonner ces choses-là. »

La version donnée par A. Keese (2010 : 11-28) de cet épisode est plus nuancée : Si Socé Fall a effectivement été du côté de la SFIO, la victoire du BDS en 1951 le fragilise, et des habitants (identifiés comme sérères) se mobilisent contre lui, avec des appuis politiques locaux. La même année, Jacques d'Erneville et Senghor formulent une requête au secrétaire général du gouverneur pour demander à ce que Socé Fall soit déplacé vers le canton du Thor Diander³⁶. Aussi, on peut davantage envisager l'adhésion de Salif Fall au camp de Senghor comme une forme de compromis vis-à-vis des anciens opposants locaux de sa famille³⁷. Même s'il est sans doute largement reconstruit, ce souvenir permet en revanche de saisir la manière dont Salif Fall a pu percevoir la dévaluation de la chefferie et, au contraire, l'accroissement de l'importance de la politique partisane et du système scolaire.

Au-delà, son témoignage est intéressant pour la continuité directe qu'il évoque entre la chefferie et les activités politiques : « La suppression ne nous gênait pas tellement. [...] On aura toujours notre part. On est devenu des gens démocrates comme eux. » Sa dernière phrase, en particulier, est emblématique des paradoxes qui traversent les vies de chacun des enquêtés. D'un côté, elle témoigne de la domestication des institutions du Sénégal indépendant de la part de ces anciennes élites. Cette domestication se comprend dans le prolongement de ce qu'ont été les activités de ces fils précocement formés au travail administratif et politique, et rompus au contact avec les agents et les pratiques de l'État colonial, tout comme dans les continuités institutionnelles

36. ANS 11D1.1303.

37. Salif Fall souligne également que sa réussite est aussi due à sa capacité de mobiliser d'autres formes de ressources familiales, notamment celle d'être apparenté à des chefs religieux.

entre État colonial et postcolonial. De l'autre côté, l'usage de l'expression « comme eux », involontaire, laisse entrevoir la force de la distinction vis-à-vis des anciens administrés et de l'incorporation d'un statut à part, qui subsiste malgré tout.

On a montré dans cet article que la chefferie coloniale, en tant qu'institution comme les autres, peut se saisir par l'étude des acteurs qui y tiennent un rôle, et peut à ce titre être appréhendée avec les outils classiques servant à comprendre « l'institution en pratiques » (Lagroye 2002). Aujourd'hui, les chefs de cantons renvoient au Sénégal à un passé lointain. Ces anciens chefs sont aujourd'hui désignés comme « chefs coutumiers ». Ils ont eu autrefois une association qui n'est plus véritablement en service, faute de membres. À quelques exceptions près, ils ne sont plus en contact les uns avec les autres et l'enquête a d'ailleurs été, parfois pour eux, l'occasion de prendre des nouvelles de leurs anciens « promotionnaires ».

Leurs regards sur cette période sont ambivalents (Agne en particulier fustige les anciens « fils de peuple » qu'il tient pour responsables de sa déchéance). Après l'indépendance, d'autres réformes sont venues amenuiser encore le pouvoir des anciens chefs, notamment la loi sur le domaine national de 1964 dans le secteur foncier (Dahou 2004). Malgré tout, la majorité de ces anciens « fils de chefs » a bénéficié, d'une manière ou d'une autre, d'une forme de légitimité produite par le système colonial et d'une forme de capital, autour d'un nom, de savoir-faire, et d'une autochtonie. Après la fin de la chefferie, les légitimités qui en étaient issues se sont reconfigurées dans d'autres espaces, dont la politique, même si le titre de chef en lui-même a été en partie dévalué. Cela a nécessité de la part des enquêtés du travail, des compétences et des ressources, qui peuvent se comprendre une fois de plus à travers leurs socialisations au rôle de chef. On a montré que ces socialisations sont plurielles et dépendent d'influences diverses : le système scolaire, l'école des fils de chefs, la famille, les tuteurs, le travail au sein de l'administration coloniale, etc. Ce sont aussi, parfois, les contradictions entre celles-ci qui expliquent pour partie le rejet du rôle de chef. *A contrario*, les investissements différenciés (dans l'école des fils de chefs, l'élection, le système scolaire...) s'expliquent par les histoires familiales, par le contexte de ces années 1950, et par les ressources personnelles des enquêtés (leur place dans la famille ou la fratrie, etc.). L'indépendance, même si elle représente un événement brutal dans les histoires familiales et individuelles des enquêtés, n'empêche néanmoins pas

diverses formes de transmission familiale. Malgré tout, elle a aussi produit des formes de désenchantement. Abdel Kader Agne le dit avec humour (et un peu de tristesse) : « Nous étions des sujets, nous sommes devenus des compléments d'objet direct, les derniers rois. »

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient, Département de science politique, Université Laval, Québec, Canada ; Laboratoire Les Afriques dans le Monde, Sciences Po Bordeaux, Pessac, France.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAL A., 2009, « Le parachutage raté d'un héritier politique, la campagne USFP dans la circonscription de Tanger-Assilah », in L. ZAKI (dir.), *Terrains de campagne au Maroc, les élections législatives de 2007*, Paris, Karthala : 75-97.
- BA O., 1971, « Une figure eurafricaine : le chef de province *Baila Birane Wane* (Sénégal et Mauritanie) », *Journal de la Société des Africanistes*, t. 41, fasc. 2 : 257-258.
- BANTIGNY L. & BAUBÉROT A. (DIR.), 2011, *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris, PUF.
- BECKER C., 2007, « Les circonscriptions administratives du Sénégal », Dakar, Crepos.
- BILLAUD S., GOLLAC S., OESER A. & PAGIS J. (DIR.), 2015, *Histoires de famille : les récits du passé dans la parenté contemporaine*, Paris, Éditions Rue d'Ulm (« Sciences sociales »).
- BOUCHE D., 1974, « L'école française et les musulmans au Sénégal de 1850 à 1920 », *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*, 61 (223) : 218-235.
- BOURDIEU P., 1978, « Classement, déclassement, reclassement », numéro spécial « Le déclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 24 : 2-22.
- 1994, « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 105 : 3-12.
- BROSSIER M. & DORRONSORO G., 2016, « Le paradoxe de la transmission familiale du pouvoir », *Critique internationale*, 73 (4) : 9-17.
- CRUISE O'BRIEN D., DIOP M.-C. & DIOUF M., 2002, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala.

- DAHOU T., 2004, *Entre parenté et politique, Développement et clientélisme dans le Delta du Sénégal*, Paris, Karthala.
- DARMON M., 2008, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 82 (2) : 149-167.
- DARMON M., PICHONNAZ D. & TOFFEL K., 2018, « La socialisation secondaire ne s'exerce pas sur une page blanche, mais sur une page déjà écrite et déjà froissée par les expériences antérieures », *Émulations-Revue de sciences sociales*, 25 : 115-121.
- DIOP A. B., 1985, *La famille wolof*, Paris, Karthala.
- DIOUF M., 1990, *Le Kajoor au XIX^e siècle : pouvoir ceddo et conquête coloniale*, Paris, Karthala.
- FILLIEULE O., 2001, « Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1) : 199-215.
- FOUCHER V. & SMITH É., 2011, « Les aventures ambiguës du pouvoir traditionnel dans l'Afrique contemporaine », *Revue internationale et stratégique*, 81 (1) : 30-43.
- JÉZÉQUEL J.-H., 2003, « Les "enfants du hasard" ? », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 2 : 173-199.
- KANE M. M., 1987, *A History of Fuuta Tooro, 1890s-1920s. Senegal Under Colonial Rule : The Protectorate*, Ann Arbor, Michigan State University, Department of History.
- KEESE A., 2010, « Understanding Colonial Chieftaincy from its Final Phase : Responses to the Crisis of an Institution in French-ruled West Africa and Beyond, 1944-1960 », *Africana Studia*, 15 : 11-28.
- LAGROYE J., 1997, « On ne subit pas son rôle », *Politix*, 38 : 7-17.
- 2002, « L'institution en pratiques », *Revue suisse de science politique*, 8 (3-4) : 101-128.
- LAHIRE B., 1998, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan.
- LEFEBVRE R., 1997, « Être maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, 38 (2) : 63-87.
- 2010, « Se conformer à son rôle, les ressorts de l'intériorisation institutionnelle », in J. LAGROYE & M. OFFERLÉ (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin : 219-247.
- PAGIS J., 2014, *Mai 68, un pavé dans leur histoire : événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PARODI J.-L. & PATRIAT C. (DIR.), 1992, *L'hérédité en politique*, Paris, Économica.
- SCHMITZ J., 2009, « Islamic Patronage and Republican Emancipation : The Slaves of the Almaami in the Senegal River Valley », in B. ROSSI (ed.), *Reconfiguring Slavery : West African Trajectories*, Liverpool, Liverpool University Press : 85-115.

- 1994, « Cités noires : les républiques villageoises du Fuuta Tooro (Vallée du fleuve Sénégal) », *Cahiers d'Études africaines*, XXXIV (1-3), 133-135 : 419-460.
- SORIANO É., 2016, « Le fils du chef : État colonial et production de l'héritité politique en Nouvelle-Calédonie », *Critique internationale*, 73 (4) : 37-52.
- ZUCCARELLI F., 1973, « De la chefferie traditionnelle au canton : évolution du canton colonial au Sénégal, 1855-1960 », *Cahiers d'Études africaines*, XIII (2), 50 : 213-238.

RÉSUMÉ

Cet article restitue des entretiens menés avec des fils de chefs de cantons, devenus adultes dans les années 1950, en les croisant avec des archives coloniales. Il tente de faire voir leurs parcours en reconstituant leurs « carrières » pour poser la question des socialisations à la fonction de chef en tant que métier et en tant que statut social. En faisant cela, il montre comment différents dispositifs coloniaux ont en partie modelé les usages de l'héritité politique au Sénégal. D'autre part, ce travail pose la question des incidences biographiques de l'indépendance pour les anciens intermédiaires du pouvoir colonial, et de la reconversion de leurs dispositions au commandement dans les États indépendants.

Mots-clés : Sénégal, chefferie, filiation, indépendance, socialisation primaire, socialisation professionnelle.

ABSTRACT

The Last Sons of Canton Chiefs in Senegal: "We Were Subjects, We Became Direct Objects".— This paper is based on interviews with the sons of cantonal chiefs who came of age in the 1950s, and on colonial archives. It tries to explain their paths by reconstructing their "careers" to raise the question of their socialization as chiefs (both as a profession and as a social status). In doing so, it shows how different colonial mechanisms have partly shaped the uses of political heredity in Senegal. On the other hand, this work raises the question of the biographical implications of independence for former intermediaries of colonial power, and of the changeover of their dispositions in the independent states.

Keywords: Senegal, chieftaincy, filiation, independence, primary socialization, professional socialization.